

Extrait du registre des délibérations de :
Commune de Marmagne
Séance du 24/11/2011

Date de la convocation
17/11/2011

Date d'affichage
17/11/2011

Nombre de membres
En exercice : 18
Présents : 16
Votants : 18

L' an 2011 et le 24 Novembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Mairie de Marmagne, Salle du conseil sous la présidence de Monsieur DE GERMAY Aymar, Maire.

Présents : M. DE GERMAY Aymar, Maire, M. PILLEFERT Jean, Mme LE DUC Françoise, Mme TRAVES Dominique, Mme JACQUET Annie, Mme LEBRET-PINAULT Ginette, M. BROCHET Jean-Claude, M. CHARPENTIER Franck, Mme DA COSTA Bettina, M. DAMIEN Jean-Michel, M. DARDE Claude, Mme FEVRIER Noëlle, M. HENOFF Bertrand, M. MILLEREUX Gérard, Mme PIERRON-LEVEQUE Hélène, M. PLARD Patrick,

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme DEMARS-BROQUEDIS Isabelle à Mme TRAVES Dominique, M. JADEAU Daniel à M. HENOFF Bertrand,

A été nommé secrétaire : M. CHARPENTIER Franck

Réf : 82/2011

Objet de la délibération : TAXE D'AMENAGEMENT

A l'unanimité
Pour : 18
Contre : 0
Abstentions : 0

Mention exécutoire :
Non

Monsieur le Maire indique que pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe remplaçant la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement d'ensemble a été créée. Elle sera applicable à compter du 1^{er} mars 2012.

Elle est aussi destinée à remplacer, au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRE).

La commune ayant un Plan Local d'Urbanisme approuvé, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1%. La commune peut toutefois fixer librement dans le cadre des articles L. 331-14 et L.332-15 un autre taux et dans le cadre de l'article L. 331-9 un certain nombre d'exonérations.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'instituer la taxe d'aménagement au taux de 3 % sur l'ensemble du territoire communal.

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.
Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture de Bourges
le : 29/11/11

et publication ou
notification

du : 29/11/11

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 28/11/2011
Le Maire



Aymar de GERMAY

Extrait du registre des délibérations de :
Commune de Marmagne
Séance du 28/03/2013

Date de la convocation
15/03/2013

Date d'affichage
15/03/2013

Nombre de membres

En exercice : 18

Présents : 14

Votants : 17

Suffrages exprimés : 17

L' an 2013 et le 28 Mars à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Mairie de Marmagne, Salle du conseil sous la présidence de Monsieur DE GERMAY Aymar, Maire.

Présents : M. DE GERMAY Aymar, Maire, M. PILLEFERT Jean, Mme TRAVES Dominique, Mme JACQUET Annie, Mme LEBRET-PINAULT Ginette, M. CHARPENTIER Franck, Mme DA COSTA Bettina, M. DAMIEN Jean-Michel, M. DARDE Claude, Mme FEVRIER Noëlle, M. HENOFF Bertrand, M. MILLEREUX Gérard, Mme PIERRON-LEVEQUE Hélène, M. PLARD Patrick,

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme LE DUC Françoise à Mme LEBRET-PINAULT Ginette, M. BROCHET Jean-Claude à Mme DA COSTA Bettina, M. JADEAU Daniel à M. HENOFF Bertrand,
Excusé(s) : Mme DEMARS-BROQUEDIS Isabelle,

A été nommé(e) secrétaire de séance : M. CHARPENTIER Franck

Réf : 25/2013

Objet de la délibération :

EXONERATION DE TAXE D'AMENAGEMENT

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°3/2013 EN DATE DU 31 JANVIER 2013 SUITE A UNE ERREUR MATERIELLE.

A l'unanimité

Pour : 17

Contre : 0

Abstentions : 0

L'article 44 de la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificatives pour 2012 a introduit des nouvelles exonérations facultatives à la diligence des communes et des départements.

Mention exécutoire :

Non

Il s'agit notamment de l'exonération des surfaces à usage de stationnement, annexes aux immeubles autres que d'habitations individuelles.

AU LIEU DE LIRE :

Cette exonération totale ou partielle est applicable aux surfaces de stationnement intérieur, annexes aux constructions à usage de bureaux, industriel, artisanal.

IL FALLAIT LIRE :

Cette exonération totale ou partielle est applicable aux surfaces de stationnement intérieur, annexes aux constructions à usage d'habitation, de bureaux, industriel, artisanal...

Le stationnement intérieur des maisons individuelles reste taxable.

L'exonération sur les surfaces de stationnement closes et couvertes concerne non seulement les aires de stationnement mais aussi les voies de circulation permettant l'accès aux emplacements de stationnement et les aires nécessaires aux manoeuvres des véhicules.

Par dérogation à l'article L 331-14 du code de l'urbanisme, ces deux dispositions seront applicables, pour 2013, à compter du 1er avril 2013 lorsque les délibérations auront été adoptées au plus tard le 28 février 2013.

AU LIEU DE LIRE :

Au vu de ces nouvelles dispositions et après en avoir délibéré, dans le but de favoriser l'implantation de nouvelles activités et l'extension d'activités présentes, le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'exonérer totalement de taxe d'aménagement les places de stationnement liées aux constructions à usage de bureaux, industriel, artisanal.

IL FALLAIT LIRE :

Au vu de ces nouvelles dispositions et après en avoir délibéré, dans le but de favoriser l'implantation de nouvelles activités et l'extension d'activités présentes, le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'exonérer totalement de taxe d'aménagement les surfaces à usage de stationnement, annexes aux immeubles autres que d'habitations individuelles. Le stationnement intérieur des maisons individuelles reste taxable.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture de Bourges
le : 8/04/13

et publication ou
notification

du : 8/04/13

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :

En Mairie, le 04/04/2013

Le Maire

Aymar de GERMAY